



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 7 février 2025

Affaire suivie par Denis LAFFARGUE
Tél. : 05 47 41 31 00
Courriel : crc64@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf : DREAL/2025D/1795
Code AIOT : 0005202334

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 novembre 2024

Partie nominative

Établissements LAPASSADE

Zone Artibois
64230 ARTIGUELOUVE

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 15 novembre 2024 des installations de transformation de bois exploitées par les Établissements LAPASSADE et implantées Zone Artibois sur la commune d'Artiguelouve (64230). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- M. LAFFARGUE Denis, Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, CRC64, Inspecteur de l'environnement,
- Mme JOURDEN-BASCHET Marie, Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, CRA64, Ingénieure de l'Industrie et des Mines

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- M. LAPASSADE Christian, Président holding,
- Mme LASSERRE Christelle, Directrice opérationnelle,
- M. LAPASSADE Thomas, Président,
- M. IRALDE Xavier, Responsable QSE,
- Mme DUCROT Cyrielle, Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Atlantiques, Adjointe à la cheffe de l'unité Qualité – MISEN.

Le courriel d'échange avec l'administration est compta@lapassade.com

Rédacteur

L'inspecteur de
l'environnement,
Denis LAFFARGUE

Rédactrice

L'ingénieure
de l'Industrie et des Mines
Marie JOURDEN-BASCHET

Vérificateur

La responsable de la Cellule
Risques Chroniques 64,
Mary-Anne MATHIEU

Approbateur

Le Chef du Pôle Risques
Chroniques,
Véronique GAZDA

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 15 novembre 2024 des installations de transformation de bois exploitées par les Établissements LAPASSADE et implantées Zone Artibois sur la commune d'Artiguelouve (64230), les constats établis et explicités dans la partie "Contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

À la suite de l'examen des prescriptions suivantes, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** permettant de prouver le respect de la conformité.

- **Situation administrative**

Références réglementaires : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9

Positionnement de l'exploitant sur le classement des installations

Délai : 1 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Implantation des installations**

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 1.4

Transmission d'un porter à connaissance des modifications apportées, en démontrant la compatibilité des évolutions avec la réglementation des installations classées et les documents d'urbanisme

Délai : 1 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Lutte contre l'incendie**

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 14

Actualisation de l'analyse du risque incendie (avec calcul D9 et D9A)

Délai : 3 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

Dans ce cadre, les justificatifs doivent être transmis dans le délai indiqué dans les points de contrôle listés ci-dessus. Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans les délais impartis, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

À la suite de l'examen de la prescription suivante, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'une mise en conformité.

- **Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 1.4

Numérotation des trappes obturant les puisards

Délai : 1 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Surveillance des émissions dans l'eau**

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.5

Réalisation d'une campagne d'analyses des eaux pluviales par un laboratoire agréé sur un échantillon prélevé conformément à la réglementation

Délai : 3 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Lutte contre l'incendie**

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 14

Mise en œuvre de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques

Délai : 6 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Implantation de la ligne de tronçonnage de grumes, de la ligne de réduction de patte et de la ligne d'écorçage**

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3

Proposition d'un dispositif de traitement des eaux pluviales

Délai : 3 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

Mise en œuvre du dispositif de traitement des eaux pluviales

Délai : 6 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

- **Forages**

Références réglementaires : Arrêté Ministériel du 11 septembre 2003 modifié

Déclaration des forages au titre de la loi sur l'eau

Démonstration du respect des dispositions constructives

Délai : 1 mois à compter de la date de transmission du rapport d'inspection

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc.), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous les délais indiqués dans les points de contrôle listés ci-dessus

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'ont pas été réalisées ou justifiées dans les délais impartis, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ATLANTIQUES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 7 février 2025

Nos réf : DREAL/2025D/1795

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15 novembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Établissements LAPASSADE

Zone Artibois
64230 ARTIGUELOUVE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 novembre 2024 des installations de transformation de bois exploitées par les Établissements LAPASSADE et implantées Zone Artibois sur la commune d'Artiguelouve (64230). L'inspection a été annoncée le 25 octobre 2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissements LAPASSADE
Zone Artibois – 64230 Artiguelouve
Code AIOT dans GUN : 0005202334
Régime : Enregistrement
Seveso / IED : Non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- suites de l'inspection du 27 septembre 2017,
- modifications apportées à l'installation,
- forages.

Présentation de la société

Créés en 1922, les Établissements LAPASSADE sont spécialisés dans la transformation du bois et le négoce international. Sur son site d'Artiguelouve, cette société regroupe les activités de première transformation du bois qui s'effectuent au sein de 2 ateliers :

- la scierie dédiée à la transformation de grumes d'essences de feuillus tels que le chêne et le hêtre ou de résineux (épicéa, pin sylvestre et douglas),
- l'atelier merrains pour la transformation de grumes de chênes en vue de la production ultérieure de douelles (doutes) de tonneaux. Le merrain est le nom donné au bois de chêne fendu en planches dans le fil du bois.

Les principales activités sont :

- la fabrication de bois d'œuvre à partir de grumes de hêtres, de chênes et de résineux (bois blanc et bois rouge),
- la fabrication de merrains pour la tonnellerie, à partir de grumes de chênes,

- la production de bois de chauffage, par découpe et fendage de grumes et produits non commercialisables et de billots,
- le traitement fongicide anti-bleu d'une partie de la production de bois,
- le négoce de grumes d'essences différentes : hêtre, chêne, résineux, bois tropicaux et feuillus divers.

Les installations fonctionnent 5 jours sur 7, de 8h à 17h30.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est présentée ci-dessous.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Implantation des installations	Arrêté préfectoral du 25 mars 2016, Article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié Article 14	Demande de justificatif à l'exploitant Demande d'action corrective	3 et 6 mois
9	Implantation de la ligne de tronçonnage de grumes, de la ligne de réduction de patte et de la ligne d'écorçage	Arrêté préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3	Demande d'action corrective	3 et 6 mois
10	Forages	Code de l'environnement Article R. 214-1 Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié Article 8	Demande d'action corrective	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
4	Rejets des effluents aqueux	Arrêté préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3	Sous 3 mois, suppression des écoulements	/
7	Stockage de copeaux de bois	Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 50	Sous trois semaines, élimination des copeaux de bois	/
8	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 54	Sous trois mois, justification de la non soumission à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 15 novembre 2024 a permis de constater que l'exploitant doit :

- se positionner sur la situation administrative de son installation,
- porter à la connaissance du Préfet les modifications apportées à son installation, en démontrant la compatibilité des évolutions avec la réglementation des installations classées et les documents d'urbanisme,
- procéder à la numérotation individuelle des trappes obturant les puits,
- procéder à une analyse des eaux pluviales par un laboratoire agréé effectuée sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation,
- produire une analyse du risque incendie actualisée intégrant le calcul des besoins en eau d'extinction et en rétention (calcul D9 et D9A) et doter l'installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques,
- proposer à l'inspection des installations classées la mise en œuvre d'un dispositif de traitement des eaux pluviales dans le cadre du projet d'implantation des aménagements de la scierie,
- procéder à la déclaration des deux forages présents sur le site au titre de la loi sur l'eau et démontrer le respect des dispositions constructives applicables aux deux forages.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9			
Prescription contrôlée : La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.			
Constats : La situation administrative de l'installation telle que définie à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2334/16/16 du 25 mars 2016 est la suivante :			
Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2410.B1	Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues, autres installations que celles classées au titre de la rubrique 3610. La puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues est supérieure à 250 kW.	1 161 kW <i>Atelier scierie : 701 kW</i> <i>Atelier merrains : 395 kW</i> <i>Fendeuse bois chauffage : 65 kW</i>	Enregistrement
1531	Stockage, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement. La quantité stockée est supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³ <i>Grumes scierie : 2 500 m³</i> <i>Grumes merrains : 2 500 m³</i>	Déclaration
1532.3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues , y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A. Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 1 000 m³, mais inférieur à 20 000 m³.	4 710 m³ <i>Planches brutes, produits finis : 3 500 m³</i> <i>Bois de chauffage scierie & merrains : 1 200 m³</i> <i>Palettes : 10 m³</i>	Déclaration
2260.2b	Broyage , concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	192 kW <i>Broyeurs Atelier scierie : 110 kW</i> <i>Broyeurs Atelier merrains : 82 kW</i>	Déclaration
2415.2	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 200 litres, mais inférieure à 1 000 litres.	930 litres	Déclaration soumis à Contrôle périodique
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 100 m³.	13 m³ de GNR	Non Classé
2910.A	Installations de combustion. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...]. La puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 2 MW.	1,18 MW <i>2 chaudières gaz (étuves) : 2 x 510 kW</i> <i>2 brûleurs gaz (séchoirs) : 2 x 80 kW</i>	Non Classé

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
4734.2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes.</p>	1 citerne de GNR de 1 m³	Non Classé

Des évolutions de l'installation ont été portées à la connaissance du Préfet :

- par courrier du 10 mai 2016, pour l'installation de nouveaux équipements (installation d'un dédoubleur dans l'atelier scierie, installation d'une deuxième fendeuse et d'un deuxième dédoubleur dans l'atelier merrains) et le remplacement d'équipements existants (remplacement d'un chariot et d'une scie radiale dans l'atelier scierie),
- par courrier du 15 juin 2017, pour la création d'un atelier de staves entraînant l'installation de nouveaux équipements de transformation du bois (deux déligneuses, une tronçonneuse, et une scie de refente),
- par courrier du 27 juin 2017, pour l'implantation d'une ligne de tronçonnage de grumes, d'une ligne de réduction patte et d'une ligne d'écorçage.

Rubriques 2260 et 2410

La nomenclature des installations classées exclut le double classement au titre des rubriques 2260 (Broyage, concassage, [...] ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques [...] 2410 [...]) et 2410 (Travail du bois et matériaux combustibles analogues). Aussi, seule la rubrique 2410 est maintenue.

Rubriques 2910 et 2410

Le séchoir, qui utilise un mode de chauffage direct pour le séchage du bois, doit être classé sous la rubrique 2410. Ceci est confirmé par le document *IR 2023 Note interprétation classement séchoirs* disponible sur le site AIDA, qui stipule que « si l'installation de séchage de bois est directement associée à des ateliers de travail de bois ou de matériaux combustibles analogues classés sous la rubrique 2410, elle est également classée sous cette rubrique ».

De plus, le logigramme 1 du document *IR 2023 Note interprétation classement séchoirs* indique que si un séchoir est utilisé pour sécher des matières végétales et que l'activité n'est pas classée sous une des rubriques listées, il devrait être classé sous la rubrique 2260. Cependant, comme l'installation est déjà soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2410, cette dernière prévaut.

L'étuve, qui fonctionne en mode de chauffage indirect, doit être classé sous la rubrique 2910. Le document *Fiches techniques combustion 2019* précise que « ce sont les séchoirs utilisant un mode de chauffage direct qui font l'objet de la présente note ». Par conséquent, les séchoirs utilisant un mode de chauffage indirect, comme l'étuve en question, ne sont pas concernés par les règles de classement spécifiques aux séchoirs et relèvent de la rubrique générale 2910 pour les installations de combustion.

En résumé :

- le séchoir est classé sous la rubrique 2410 car il sèche du bois et que l'installation est déjà enregistrée sous cette rubrique,
- l'étuve est classée sous la rubrique 2910 car elle utilise un mode de chauffage indirect.

Au vu de ces éléments, le classement de l'installation peut être établi comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
2410.B1	<p>Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues, autres installations que celles classées au titre de la rubrique 3610.</p> <p>La puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues est supérieure à 250 kW.</p>	<p>1575,20 kW</p> <p>Atelier scierie : 730,10 kW Atelier merrains : 443 kW Atelier de staves : 99 kW Déligneuse avivés : 22 kW Fendeuse bois chauffage : 65 kW Ligne de tronçonnage : 60 kW Réducteur de pattes : 95 kW Séchoir : 61,10 kW</p>	Enregistrement

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité	Régime
1531	Stockage, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement . La quantité stockée est supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³ Grumes scierie : 2 500 m³ Grumes merrains : 2 500 m³	Déclaration
1532.3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues , y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A. Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à 1 000 m³, mais inférieur à 20 000 m³.	4 710 m³ <i>Planches brutes, produits finis : 3 500 m³</i> <i>Bois de chauffage scierie & merrains : 1 200 m³</i> <i>Palettes : 10 m³</i>	Déclaration
2260.2b	Broyage , concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	192 kW <i>Broyeurs Atelier scierie : 110 kW</i> <i>Broyeurs Atelier merrains : 82 kW</i>	Déclaration
2415.2	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 200 litres, mais inférieure à 1 000 litres.	930 litres	Déclaration soumis à Contrôle périodique
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 100 m³.	13 m³ de GNR	Non Classé
2910.A	Installations de combustion . A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...]. La puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 2 MW.	0,001 MW <i>2 chaudières gaz (étuves) : 2 x 0,55 kW</i>	Non Classé
4734.2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 tonnes.	1 citerne de GNR de 1 m³	Non Classé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant se positionne sur le classement des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Implantation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 1.4

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes sont localisées sur le territoire de la commune d'Artiguelouve, sur les parcelles cadastrales AC 149, 178, 181, 182, 184 et 186. [...]

Constats :

L'exploitant procède au stockage de grumes sous aspersion sur les parcelles cadastrées AC 219 et 220, en dehors de l'emprise de l'installation autorisée.

Les parcelles cadastrées AC 219 et 220 se situent en zone UY, zone destinée aux activités économiques, notamment industrielles du PLUi de la CAPBP approuvé le 19 décembre 2019. Le stockage de grumes est réalisé en zone vert clair du PPRI modifié d'Artiguelouve du 13 juillet 2011. Les dispositions du règlement du PPRI applicables à la zone verte prévoient que tous les travaux et constructions hors affouillements du terrain naturel et travaux d'aménagement en sous sol, sont autorisés à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux ou à leur stockage et de ne pas aggraver notablement les risques sur le périmètre de la commune ou sur d'autres territoires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant porte à la connaissance du Préfet les modifications apportées à son installation, en démontrant la compatibilité des évolutions avec la réglementation des installations classées et les documents d'urbanisme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : [...]

- sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant équipe les deux exutoires des eaux de toiture de vannes guillotines et s'équipe de dispositifs correctement dimensionnés permettant d'obturer, en cas de pollution accidentelle, tous les puisards du site. [...]

Constats réalisés le 27 septembre 2017 :

L'inspection a constaté la mise en place des deux vannes guillotines.

L'exploitant a équipé son site de trappes pour obturer, en cas de pollution accidentelle, tous les puisards du site. Chaque trappe d'obturation est dédiée à un puisard bien précis. L'exploitant a procédé à une démonstration sur un des puisards. L'essai a été concluant.

L'exploitant a produit et tient à jour un plan d'urgence répondant aux risques de pollution, d'incendie et d'explosion.

Par ailleurs, en réponse à une question de l'inspection, l'exploitant a reconnu avoir déjà stocké des matériaux à l'aplomb des puisards.

Observations formulées

Une numérotation individuelle des trappes obturant les puisards permettrait d'améliorer la rapidité de déploiement en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant veille à ne jamais stocker de matériaux à l'aplomb des puisards.

Constats :

L'exploitant a indiqué en séance ne pas avoir procédé à la numérotation individuelle des trappes obturant les puisards. L'exploitant précise procéder à un exercice incendie tous les ans en lien avec le SDIS 64.

De plus, l'exploitant indique avoir mis en place un « tour environnement » mensuel consistant en un ensemble de contrôle incluant notamment la propreté des exutoires des eaux pluviales, la vérification du fonctionnement de deux vannes guillotines et de l'état des caoutchoucs des trappes obturant les puisards. L'exploitant consigne le résultat de ces vérifications sur un registre.

L'inspection n'a pas constaté de stockage de matériaux à l'aplomb des puisards lors de la visite sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant procède à la numérotation individuelle des trappes obturant les puisards.

Sous le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection la justification de la numérotation individuelle des trappes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- tout rejet d'effluents industriels est interdit.
- les eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockage et les zones imperméabilisées sont collectées dans un réseau interne, puis dirigées vers des puisards. [...]

Constats réalisés le 27 septembre 2017 :

L'inspection a constaté l'écoulement d'effluents aqueux hors des limites de l'établissement émanant de la zone de stockage des grumes sous aspersion au Nord-Est du site. Ceci constitue un écart à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°2334/16/16 du 25 mars 2016.

Observations formulées

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour supprimer ces écoulements sous trois mois.

Constats :

La vérification de l'absence d'écoulement sur la voie verte fait partie des contrôles réalisés lors du « tour environnement mensuel » (voir point de contrôle n°3).

L'inspection n'a pas constaté d'écoulement d'effluents aqueux hors des limites de l'établissement émanant de la zone de stockage des grumes sous aspersion au Nord-Est du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne formule pas de demande à la suite du constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Surveillance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.5
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Ce programme prévoit a minima, pour les exutoires pertinents, une mesure annuelle des concentrations, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, pour les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO, DBO ₅ , hydrocarbures totaux, arsenic, cuivre, chrome, étain, AOX, hydrocarbures aromatiques polycycliques, propiconazole, IPBC et bore. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m ³ /j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit. La liste des polluants visés ci-dessus est adaptée en fonction des produits mis en œuvre sur le site. L'exploitant porte à la connaissance de l'inspection des installations classées tous les éléments d'information sur les produits mis en œuvre.
Constats réalisés le 27 septembre 2017 : Conformément à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n°2334/16/16 du 25 mars 2016, l'exploitant a mis en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Ce programme prévoit une mesure annuelle des concentrations pour les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO, DBO ₅ , hydrocarbures totaux, arsenic, cuivre, chrome, étain, AOX, hydrocarbures aromatiques polycycliques, propiconazole, IPBC et bore. L'inspection a consulté en séance les deux derniers rapports d'analyse des rejets aqueux. Le point de prélèvement pour les analyses d'eaux se situe dans un puisard à proximité de l'atelier de traitement de bois. <u>Observations formulées</u> Les rapports d'analyses présentés par l'exploitant n'appellent pas d'observation.
Constats : L'exploitant précise ne pas avoir fait évoluer la nature des produits chimiques mis en oeuvre sur le site (notamment antifongique Wolmanit ProAdd DF – fiche de données sécurité transmise par courriel du 15 novembre 2024). Les résultats des rapports d'analyses 2022 et 2023 ont été consultés en séance et transmis par courriel du 15 novembre 2024. L'exploitant indique faire un prélèvement instantané, envoyé en laboratoire pour analyses. Le prélèvement n'est pas conforme avec la méthode de prélèvement spécifiée à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016, qui prescrit soit « un prélèvement continu d'une demi-heure, soit [...] au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. »
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous trois mois, l'exploitant fait procéder à une campagne d'analyses des eaux pluviales par un laboratoire agréé effectuée sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Par la suite, l'exploitant réalise le programme de surveillance prescrit par l'arrêté préfectoral du 25 mars 2016, en conformité avec la méthode de prélèvement spécifiée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N°6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 14
Prescription contrôlée : I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...] 2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement ; [...]
Constats réalisés le 27 septembre 2017 : Concernant les appareils fixes de lutte contre l'incendie, les Établissements LAPASSADE disposent : <ul style="list-style-type: none">• d'un poteau incendie à l'entrée du site (débit fourni dans le dossier d'enregistrement de l'exploitant : 109 m³/h à 1 bar) ;• d'un robinet d'incendie armé localisé à proximité du bâtiment « merrains » et alimenté par le réseau public d'AEP. <u>Observations formulées</u> L'exploitant fournit à l'inspection, dans un délai de trois mois, un plan démontrant le respect des distances d'implantation des appareils fixes de lutte contre l'incendie définies à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014. À défaut et dans les mêmes délais, l'exploitant fournit à l'inspection l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.
Constats : Par courrier du 30 janvier 2018, l'exploitant indique que le poteau incendie se situe à plus de 100 m du bâtiment scierie. En séance, l'exploitant précise ne pas avoir obtenu d'avis des services départementaux d'incendie et ne pas disposer d'une mesure de débit récent, la dernière datant de 2013. Par ailleurs, il a été constaté, lors de la visite sur le terrain, la présence de stockage de bois débité à proximité immédiate de la clôture de l'installation au Nord du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous trois mois, l'exploitant produit une analyse du risque incendie actualisée intégrant le calcul des besoins en eau d'extinction et en rétention (calcul D9 et D9A). Sous six mois, l'exploitant dote l'installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 et 6 mois

N°7 : Stockage de copeaux de bois

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 50
Prescription contrôlée : [...] La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Constats réalisés le 27 septembre 2017 :

L'inspection a constaté le stockage d'un volume excessif de copeaux de bois au sud du bâtiment abritant la scierie.

Observations formulées

L'exploitant procède à l'élimination de ces copeaux de bois sous trois semaines.

Constats :

L'exploitant indique avoir procédé à l'évacuation des copeaux de bois et travailler à flux tendu afin d'éviter de limiter fortement son stockage sur site.

Aucun stockage d'un volume excessif de copeaux de bois n'a été constaté lors de la visite sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne formule pas de demande à la suite du constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 septembre 2014 modifié, Article 54

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare ses émissions polluantes et ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Constats réalisés le 27 septembre 2017 :

L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration des émissions polluantes et ses déchets sur l'application GEREP.

Observations formulées

L'exploitant fournit à l'inspection, dans un délai de trois mois, les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés ou expédiés par l'établissement pour l'année 2016.

L'exploitant justifie dans un délai de trois mois, sa non soumission à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le cas échéant, il procède à la déclaration des données de l'année n-1 avant le 31 mars de l'année n sur le site : <https://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep/>

Constats :

Par courrier du 30 janvier 2018, l'exploitant précise les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés ou expédiés par l'établissement pour l'année 2016 :

- déchets non dangereux : 3,14 tonnes,
- déchets dangereux : 0,119 tonnes.

L'installation n'est pas soumise aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection ne formule pas de demande à la suite du constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Implantation de la ligne de tronçonnage de grumes, de la ligne de réduction de patte et de la ligne d'écorçage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 mars 2016, Article 2.3

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : [...]

À l'occasion de tout nouvel aménagement du site au niveau des voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, l'exploitant reprend les réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement, et les équipe d'un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.

Constats réalisés le 27 septembre 2017 :

Le porter à connaissance ne prévoit pas de mesure de gestion particulière pour les eaux résiduaires.

Observations formulées

L'exploitant propose à l'inspection la mise en œuvre d'un dispositif de traitement des eaux pluviales dans le cadre du projet d'implantation des aménagements de la scierie (ligne de tronçonnage, ligne de réduction de patte et ligne d'écorçage).

Constats :

Par courrier du 30 janvier 2018, l'exploitant indique avoir réalisé un fossé d'un volume de 270 m³. Le plan joint représente un fossé ceinturant la ligne de tronçonnage de grumes, la ligne de réduction de patte et la ligne d'écorçage sur leurs faces Sud, Ouest et Nord.

Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté la présence d'un fossé en terre sur les faces Nord et Sud des installations. L'exploitant a précisé que les eaux pluviales s'infiltrent dans les fossés, sans traitement préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous trois mois, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées la mise en œuvre d'un dispositif de traitement des eaux pluviales dans le cadre du projet d'implantation des aménagements de la scierie (ligne de tronçonnage, ligne de réduction de patte et ligne d'écorçage), accompagnée d'un programme de travaux dont le délai global ne dépasse pas six mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 et 6 mois

N°10 : Forages

Références réglementaires : Code de l'environnement, Article R. 214-1

Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié, Article 8

Prescription contrôlée :

Rubrique 1.1.1.0

Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau

Régime de la
déclaration

Article 8

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Lorsque un ou plusieurs des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains réalisés sont conservés pour effectuer un prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine, soumis à autorisation au titre des articles R. 1321-6 à R. 1321-10 du Code de la santé publique, les prescriptions ci-dessus peuvent être modifiées ou complétées par des prescriptions spécifiques, notamment au regard des règles d'hygiène applicables.

Constats :

L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration des deux forages présents sur le site au titre de la loi sur l'eau.

Les abords immédiats des forages apparaissent comme peu entretenus.

Il est à noter que les deux forages sont situés en zone inondable.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant procède à la déclaration des deux forages présents sur le site au titre de la loi sur l'eau.

Sous le même délai, l'exploitant démontre à l'inspection des installations classées le respect des dispositions constructives applicables aux deux forages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois